



JOURNAL

RÉOUVERTURE. Carole Scotta, codirectrice et cofondatrice de la société de distribution Haut et Court et coprésidente de DIRE, syndicat de distributeurs indépendants, fait un point d'étape sur l'avalanche de ressorties provoquée par la réouverture des salles à jauges graduelles.

Payer pour les autres

LAURENT KOSTELCAMA-BAPHO



Carole Scotta.

Il y a quelques mois, vous annonciez vouloir sortir tous les films de votre line-up en attente de salles avant juillet. Est-ce toujours d'actualité ?

C'est impossible. Le mois de juin est ultra-chargé, avec *Drunk*, qui sort sur 400 copies. *Gagarine* est daté au 23 juin. Et le 6 juillet, le festival de Cannes commence. Les mois à venir vont être catastrophiques pour la création. L'an dernier, à la fin du premier confinement, nous n'avions que quelques mois de films à rattraper. Là, des centaines de films vont devoir sortir dans un laps de temps relativement limité. Avant, rester deux semaines à l'affiche était le minimum syndical. Désormais, ça va être une semaine. L'écran de cinéma va devenir la rareté.

Mi-avril, l'Autorité de la Concurrence a donné son feu vert pour que les acteurs de la distribution se concertent sur un calendrier de sorties. La grande inconnue était alors la suivante : les groupes, filiales de majors américaines comme Warner ou Universal, ou les français comme Pathé ou Gaumont, vont-ils entrer dans la discussion ?

Les groupes refusent toute contrainte sur le choix de leurs dates de sortie.

Comment vous préparez-vous au Marché du film de Cannes ?

Nous serons très prudents, comme nous le sommes déjà sur les acquisitions de films français sur scénario. Ce qui est d'ailleurs un gros problème pour

la production, sachant qu'un film ne peut se financer sans distributeur.

En 2020, 239 films ont été produits, soit une baisse de 20 % (seulement !) par rapport à 2019. Comment les choses se passent-elles cette année ?

Ça tourne à tout va, et trouver des techniciens disponibles est une gageure. C'est lié à l'activité des plateformes, aux séries, entre autres. Ça complique tout pour le cinéma, même si, bien évidemment, c'est très bien que les techniciens aient du travail.

Il y a un an, vous avez signé une tribune dans *Le Monde* qui a fait grand bruit, « L'absence de vision politique sur le cinéma est désespérante ». Vous écririez cela aujourd'hui ?

Ah, j'étais énervée. (rires)

Pourtant, les pouvoirs publics ont beaucoup soutenu le cinéma, avec 322 millions d'euros d'aides exceptionnelles dont 38 millions à destination des distributeurs.

En termes d'aides, ils ont assuré. Mais je ne peux m'empêcher de penser que cinéma, théâtres et musées ont payé pour les autres. En décembre, je voyais le Centre Pompidou fermé et le BHV ouvert, c'était quand même curieux. Pour ne pas donner aux Français l'impression que tout était ouvert, il fallait qu'un secteur soit sacrifié, et ça a été nous. Mais on aurait pu profiter de cette crise pour repenser les fondamentaux. Par exemple, je trouve que la France est particulièrement en retard en matière de place de la culture dans l'éducation, au collège et au lycée. La seule chose qui peut endiguer l'obscurantisme et la montée du Rassemblement national, c'est l'éducation, qui passe par la culture, l'apprentissage du décryptage des images, vraies ou fausses. Or aujourd'hui, que fait-on ? On supprime les options art et cinéma dans les programmes.

Vous estimez que l'État n'a pas été à la hauteur ?

Je trouve que le CNC a été très

réactif. Il nous a beaucoup soutenus et a été très dépité que la proposition de l'Autorité de la Concurrence ne soit pas suivie par les groupes.

Et le ministère de la Culture ?

Joker ! (rires) Si Roselyne Bachelot s'est vraiment battue pour qu'on rouvre le 19 mai, je dis bravo. Mais au-delà de la polémique et de la personne, je pense qu'il faut redonner visibilité et poids au ministère de la Culture. En tant que coprésidente de DIRE, j'ai rencontré à peu près un ministre tous les dix-huit mois au cours des quinze dernières années. Qui arrive, qui ne connaît pas le secteur, qui a à peine le temps de mettre les choses en place qu'il est déjà débarqué. Nous avons besoin qu'une vraie vision puisse se déployer et s'inscrire dans le temps long.

Comment voyez-vous votre travail de productrice et de distributrice évoluer à terme ?

Comme nous voulons rester indépendants, nous travaillons depuis un an sur un projet visant à créer une alliance de producteurs, principalement européens : une concentration horizontale, où chacun garde son indépendance. Le but est d'être plus forts ensemble dans le rapport avec les plateformes, les auteurs, etc. Créer notre propre écosystème pour être plus ancrés, pour qu'on n'ait pas l'impression d'être une petite brindille dispersée par les vents.

Quel enjeu, pour les mois à venir ?

Sortir nos films, et qu'ils aient la possibilité de faire des entrées. Ça va être dur pour les distributeurs. Surtout pour les plus petits. C'est un peu comme le débat autour des « films du milieu ». Il ne faudrait pas qu'il y ait d'un côté des grands groupes, de l'autre des indépendants qui font du sur-mesure, et entre les deux : rien.

Entretien réalisé par Élisabeth Lequeret à Paris, le 7 mai.